



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

manifestations des 16 et 17 novembre

Question au Gouvernement n° 2411

Texte de la question

MANIFESTATIONS DES 16 ET 17 NOVEMBRE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Forissier.

M. Nicolas Forissier. Monsieur le Premier ministre, un an après, les gilets jaunes – bien que moins présents – sont toujours dans la rue. Ce premier anniversaire a une fois de plus été marqué par le retour du chaos dans certains quartiers de la capitale. Les Français ont eu à supporter les images intolérables de la destruction d'un monument dédié à la mémoire du maréchal Juin et de nos soldats. Un an après, les Français doivent subir les mêmes exactions perpétrées par des vandales, des groupuscules qui nient la République et ses valeurs et ce, en toute impunité. Ces violences ont choqué, blessé, indigné les Français. Il n'est pas acceptable que, manifestation après manifestation, elles puissent se répéter. Que comptez-vous faire pour restaurer l'autorité de l'État, monsieur le Premier ministre ? Allons-nous devoir continuer à supporter encore longtemps ces groupuscules qui nient la République et ses valeurs ?

Les Français ont besoin que vous rétablissiez l'autorité de l'État mais il y a un second enseignement à tirer de tout cela : les fractures sociales et territoriales qui divisent la France sont toujours et plus que jamais présentes. Ce sont les gilets jaunes du tout début, cette majorité silencieuse, ces classes moyennes dont je me fais l'avocat,...

Mme Brigitte Bourguignon. Vous ne manquez pas d'air !

M. Nicolas Forissier. ...dans les quartiers périphériques, dans les petites villes, dans le monde rural, qui disent que rien n'a vraiment bougé. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

Vous avez pris certaines mesures, même si elles sont financées par le déficit et la dette publique, ne l'oublions pas – mais c'est un autre débat. Or ces mesures sont loin d'être suffisantes. La France rurale et périphérique attend toujours des actes forts. Cette France provinciale a le sentiment d'être la grande oubliée de la technocratie qui nous gouverne en étant déconnectée des réalités quotidiennes. Elle a le sentiment que tout est concentré en haut.

Monsieur le Premier ministre, il faut passer à la vitesse supérieure : qu'entendez-vous faire pour répondre à ce sentiment de déclassement ? Quand mènerez-vous enfin une politique d'aménagement du territoire audacieuse ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LR.*) Quand ferez-vous de l'agriculture une priorité nationale pour donner enfin une nouvelle frontière à nos agriculteurs face au défi alimentaire mondial ? Je vous le demande sans agressivité : quand allez-vous passer à la vitesse supérieure pour réduire les fractures sociales et rétablir l'autorité de l'État ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Monsieur le député Forissier, vous avez fait allusion, à propos de ce qui s'est produit samedi et dimanche derniers, à un état que vous avez qualifié de « chaos ».

M. Marc Le Fur. M. Castaner n'est pas là ?

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Je rappelle que c'était l'anniversaire du mouvement des gilets jaunes, que de nombreux appels à manifester ont été lancés à travers tout le pays, qui ont été suivis. Les manifestations ont réuni beaucoup moins de monde qu'il y a un an, vous l'avez souligné, et elles se sont souvent déroulées dans le calme. Parfois, cela a été plus compliqué et vous avez raison de citer l'exemple parisien où plusieurs cortèges ont été déclarés. Certains se sont déroulés parfaitement alors que l'un d'eux, qui devait partir à quatorze heures depuis la place d'Italie, s'est moins bien passé parce que, très rapidement, nous avons vu des individus violents arriver, vêtus de noir, avec très peu de revendications.

Vous avez oublié, monsieur le député, de saluer la doctrine que nous avons élaborée avec Christophe Castaner depuis un an et que le préfet de police a appliquée sans trembler, celle qui consiste à disloquer immédiatement les groupes violents, à intervenir, à procéder à des interpellations. Cela s'appelle la fermeté, monsieur le député.

M. Maxime Minot. Arrêtez votre bla bla !

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État . En deux jours, 178 personnes ont été placées en garde à vue, dont 94 ont été déférées. Bien sûr, les investigations judiciaires, sur la base de nombreuses vidéos, vont être poursuivies et je ne doute pas un instant que nous interpellons d'autres personnes.

Je tenais à rappeler cette doctrine qui, précisément, vise à éviter le chaos et à maintenir l'ordre public républicain : réactivité, rapidité d'intervention et, évidemment, interpellations.

M. Pierre Cordier. C'est la méthode Coué !

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Cette doctrine, nous continuerons de l'appliquer à chaque fois qu'il y aura des débordements. Mais, heureusement, certaines manifestations se passent sans difficulté. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Forissier](#)

Circonscription : Indre (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2411

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [20 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [20 novembre 2019](#)